

**AP n° 2022-MD-191-IC**

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEUSE  
pris à l'encontre de la Société MACHAON  
située 3 avenue du 106° RI à Châlons-en-Champagne (51000)  
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-A-101-IC du 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-A-27-IC en date du 7 février 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-134-IC en date du 25 juillet 2022 ;

Vu le rapport de la société Bureau Veritas Exploitation SAS relatif aux Mesures des rejets atmosphériques – Contrôle inopiné 2022 – Cheminée des tritrateurs (extrudeuses), réalisées sur le site de la société MACHAON le 26 juillet 2022 ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 23 septembre 2022 ;

Vu le courrier électronique de la société MACHAON en date du 08 septembre 2022 qui apporte des éléments complémentaires au contrôle inopiné réalisé le 26 juillet 2022 ;

Vu l'absence d'observations formulées par la société MACHAON dans le délai de 15 jours en réponse au projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que les résultats des mesures des rejets atmosphériques réalisées sur le site de la société MACHAON le 26 juillet 2022 par la société Bureau Veritas Exploitation SAS montrent un non-respect des pressions dynamiques ;

Considérant que le non-respect des pressions dynamiques a un impact sur les résultats de vitesse, débit et flux de polluants ;

Considérant que les débits mesurés par la société Bureau Veritas Exploitation SAS sont de 2,57 et 2,50 m/s au lieu de 5 m/s prescrit à l'article 8 l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-134-IC en date du 25 juillet 2022 ;

Considérant que l'analyse des résultats de mesure par l'exploitant dans son courrier électronique en date du 08 septembre 2022 ne permettent pas d'expliquer cette non-conformité ;

Considérant que la société MACHAON a déclaré n'avoir fait réaliser qu'un seul contrôle de ses rejets atmosphériques depuis le début de son exploitation, le 10 novembre 2020 par la société Bureau Veritas Exploitation SAS ;

Considérant que les dispositions des articles 45, 47 et 58, ainsi que de l'annexe II de l'arrêté ministériel en date du 27 décembre 2013 ne sont pas respectées ;

Considérant que les dispositions de l'article 8 l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-134-IC en date du 25 juillet 2022 ne sont pas respectées ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du Code de l'Environnement, en application de l'article L.171-8 de ce même code, l'exploitant peut être mis en demeure de satisfaire à son obligation dans un délai déterminé.

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne par intérim.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La société MACHAON (numéro SIRET 79929748600026), sise 3 avenue du 106<sup>e</sup> RI à Châlons-en-Champagne (51000), est mise en demeure, pour son exploitation, de procéder aux opérations et travaux des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sous les délais prescrits ci-après.

### **Article 2 :**

Sous un délai d'un mois, la société MACHAON doit :

- justifier de la conformité des installations avec les prescriptions fixées par la section 2 (rejets à l'atmosphère) de l'annexe II (hauteur de cheminée, vitesse d'éjection) de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 ;
- justifier la mise en place du programme de surveillance de ses émissions prévu à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 ;
- le cas échéant, fournir un plan d'action visant à mettre les installations en conformité avec les prescriptions fixées par la section 2 (rejets à l'atmosphère) et l'annexe II de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013.

### **Article 3 :**

Sous un délai de trois mois, la société MACHAON doit :

- respecter les prescriptions fixées par la section 2 (rejet à l'atmosphère) et l'annexe II de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, complétées des prescriptions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 ;
- faire réaliser un contrôle de ses rejets atmosphériques par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, et fournir un rapport de ce contrôle permettant de vérifier que les rejets atmosphériques de la société MACHAON sont conformes à la réglementation.

#### **Article 4 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.557-60 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6 : Exécution et diffusion**


Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne.

Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne en donnera communication à son conseil municipal. Une copie du présent arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société MACHAON sise 3 avenue du 106° RI - 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Châlons-en-Champagne, le **24 OCT. 2022**

**Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète, Directrice de cabinet,  
Secrétaire générale par suppléance,**



Samira ALOUANE

